



Appel pour le Sommet des Peuples sur le Développement Durable



Comité Facilitateur de la Société Civile Brésilienne pour Rio+20

Rio de Janeiro

Axe thématique: Facilitation et articulation du processus

Appel pour le Sommet des Peuples sur le Développement Durable

Le Comité Facilitateur de la Société Civile Brésilienne pour Rio+20 regroupe des réseaux et organisations non gouvernementales, des mouvements sociaux brésiliens différents agissant dans domaines. ainsi aue des environnementalistes, des travailleurs ruraux et urbains, des femmes, des jeunes, des mouvements populaires et des entrepreneurs de l'économie solidaire. Le Comité lance cet appel aux organisations de la société civile, aux mouvements sociaux et populaires du monde entier afin de participer au processus autonome et pluriel du Sommet des Peuples pour le Développement Durable en juin 2012 (à l'occasion de la Conférence de l'ONU sur le Développement Durable - UNCDS 2012 et nommée Rio+20 par l'ONU).

Nous souhaitons attirer l'attention à l'égard de cette importante mobilisation et de la construction de stratégies autonomes par la société civile, en considérant d'une part les initiatives et les processus lancés par les organisations et les mouvements sociaux, et d'autre part les possibilités de répercussions directes dans le processus officiel de l'ONU.

Il y a vingt ans, des organisations et des mouvements de la société civile brésilienne, soutenus par des réseaux et des mouvements internationaux, se sont regroupés autour du défi de promouvoir le Forum Global 92. Celui-ci a constitué un vrai forum citoyen offrant un espace et une visibilité aux acteurs sociaux dans le débat et le contrôle social des questions émergentes du sommet Rio 92. Ce rendez-vous a initié un cycle de Conférences de l'ONU sur le Développement Durable, comme l'expression des alertes et des demandes d'un mouvement socio-environnemental qui allait devenir progressivement planétaire.

La planète et la population mondiale se trouvent maintenant à une étape décisive. La pauvreté, la misère et les inégalités persistent et se reproduisent,



favorisées de plus en plus par les crises environnementales et climatiques. L'exploitation de la planète s'ajoute à la marginalisation et à l'extermination de nombreuses populations et de groupes sociaux. Alors même que nous traversons une crise de civilisation, des gouvernements et de vastes secteurs des sociétés nationales - piégés par l'urgence et aveugles sur les enjeux de l'avenir - s'accrochent à un modèle économique, de gouvernance et de valeurs à la fois dépassés et paralysants.

Le sommet Rio+20 se propose de débattre sur l'économie verte et la gouvernance internationale du développement durable. Le temps est arrivé pour que les systèmes économiques adoptent des principes, des valeurs et des outils assurant la justice et l'équité sociale, la durabilité et l'intégrité environnementale. La construction de la gouvernance globale dans le cadre d'une transition vers une économie inclusive, juste et respectueuse des processus et des limites écologiques, devient la cible de nos préoccupations.

Bien évidemment, nos perspectives s'éloignent de celles soutenues par la plupart des gouvernements, des corporations commerciales et financières ainsi que des secteurs industriels et agricoles. Même si certains staffs des groupes dominants reconnaissent aujourd'hui le besoin des changements profonds et urgents, nous voyons que de grandes corporations, des gouvernements et des conférences internationales présentent le marché économique comme un acteur central, renvoyant les pouvoirs publics à un rôle secondaire et supplétif.

Une évaluation sans réserve des engagements pris par les Conférences de l'ONU portant sur le Développement Durable pourrait montrer - même s'il existe bel et bien des avancées ponctuelles - l'échec des gouvernements dans la conduite des changements nécessaires, qui ne peuvent plus être reportés à un avenir lointain.

C'est la société civile organisée qui doit attirer l'attention de la communauté mondiale sur la gravité de l'impasse dans laquelle l'humanité est engagée, et sur l'impossibilté du système économique, politique et culturel dominant de s'orienter vers des sorties positives de la crise. Il est aussi de sa responsabilité



de consolider et de montrer que d'autres chemins sont possibles.

D'un côté, les critères proposés par le développement durable courent le risque de devenir une nouvelle invention du système économique dominant, ne faisant des propositions que lors des bonnes conjonctures du marché et rendant encore plus graves les causes structurales de la dégradation environnementale et des inégalités sociales. De l'autre, se fait sentir l'urgence d'un nouveau paradigme. De fiat, ce dernier est en train d'émerger avec la poussée d'un mouvement global reconnaissant le lien ombilical de l'humanité avec la nature, et le développement harmonieux des communautés avec la Terre-Mère. Il nous apprend qu'un autre chemin est possible, inscrivant la vision de la durabilité dans un autre modèle de société basé sur d'autres formes de production et de consommation, sur la justice sociale, environnementale, économique, politique, de genre, sur la souveraineté des peuples et leur solidarité mutuelle, libérée de toute domination.

Dans cette optique, le Comité Facilitateur Brésilien appelle les différents réseaux et mouvements sociaux du pays, de la région et du monde entier pour que le Sommet Rio+20 puisse constituer:

- Une opportunité pour les processus locaux, sectoriels, nationaux et globaux de formation et de réflexion politique, afin que Rio+20 puisse être un point culminant de ces processus, qui se poursuivront tout en renforçant un mouvement de transformation sociale plus vaste.
- Un sommet-processus ayant une identité propre, permettant de souligner le rôle des différents groupes de la société civile et des Peuples de la planète, leurs luttes pour les droits et pour la justice sociale environnementale, et de rendre plus fortes les dynamiques de coopération, d'organisation plurielle, d'unité et d'intégration des diversités de la société civile.
- Un moment de renforcement des luttes socio-environnementales, contribuant à montrer les défis de la ville de Rio de Janeiro comme territoire de luttes, de conflits et de rêves collectifs, la transformant en



véritable laboratoire d'actions pour les Olympiades de 2016 et la Coupe du Monde de 2014.

 Une grande opportunité de mobilisation des sociétés afin de débattre, d'envisager des actions et de hisser Rio+20 au rang d'étape de changement de paradigme souhaitant rendre concret les principes du développement durable.

Le Comité Facilitateur contribuera à articuler et animer le dialogue au niveau brésilien. Il cherchera aussi à tisser des liens au niveau des alliances, des réseaux et des organisations désirant s'engager dans la réalisation d'une rencontre internationale, plurielle et participative, durant le processus Rio+20.

Pour en savoir plus, visitez www.rio2012.org.br.

